

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/C/W/388/Add.7

4 février 2003

(03-0703)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 66:2 DE L'ACCORD: RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUÉS PAR LES PAYS DÉVELOPPÉS MEMBRES

Addendum

ÉTATS-UNIS

Le présent document contient les renseignements sur la mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC, que la Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat par une communication datée du 18 décembre 2002.

À sa réunion des 17-19 septembre 2002, le Conseil des ADPIC a demandé aux pays développés Membres de communiquer des renseignements concernant la mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC, en application du paragraphe 11.2 de la Décision de Doha sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre (WT/MIN(01)/17).

Les États-Unis ont fourni des renseignements concernant leurs activités relevant de l'article 66:2 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), à savoir les incitations qu'ils offrent aux entreprises et institutions sur leur territoire afin de promouvoir et d'encourager le transfert de technologie vers les pays les moins avancés (PMA) Membres pour leur permettre de se doter d'une base technologique solide et viable. Le présent document est une mise à jour des renseignements que les États-Unis ont présentés en 1999 à l'examen du Conseil des ADPIC (IP/C/W/132/Add.1).

Résumé des dispositions législatives relatives au transfert de technologie vers les pays en développement

Titre 20: Enseignement

L'article 226 encourage les gouvernements des États, les universités, les établissements d'enseignement postsecondaire et les entreprises à offrir des bourses d'études à des étudiants venant de pays des Caraïbes et d'Amérique centrale. Ces bourses ont pour but de contribuer au développement des pays en question.

Titre 22: Relations extérieures

L'article 2151 prévoit l'application d'une politique visant à aider la population des pays en développement à acquérir des connaissances et des ressources. Cette disposition est également connue sous le nom de Loi de 1961 sur l'aide aux pays étrangers.

L'article 2151d habilite le Président à fournir une assistance aux pays en développement sous forme de collecte et d'analyse de données, de formation de personnel qualifié, de recherche-développement dans le domaine de l'énergie et de programmes pilotes pour expérimenter de nouvelles méthodes de production d'énergie (voir les alinéas b) et d)).

L'article 2182 encourage l'utilisation de l'héliotechnique dans des projets de construction de logements dans le monde entier. Cette disposition n'indique pas expressément que le transfert de technologie est encouragé.

Les articles 2191 et 2194 portent sur la création de l'Overseas Private Investment Corporation (Société d'encouragement aux investissements privés à l'étranger) dont les objectifs sont de mobiliser les capitaux privés et le personnel qualifié américains et faciliter leur participation au développement des pays peu développés.

L'article 2293 établit notamment un fonds de développement pour inciter le secteur privé à promouvoir le développement de l'Afrique subsaharienne. L'une des activités d'assistance qu'il prévoit est l'accomplissement de recherches sur les pratiques agricoles (voir l'alinéa i) 1) A)). D'autres méthodes d'aide consistent à fournir un appui technique, une formation et un enseignement afin d'améliorer l'utilisation des ressources naturelles (voir l'alinéa i) 1) B), points ii) et iii)).

Les articles 2295, 2295a et 2295b habilent le Président à prendre différentes mesures d'assistance en faveur des États indépendants de l'ex-Union soviétique. En vertu de l'alinéa 7) de l'article 2295, il peut autoriser la fourniture des technologies appropriées en matière de télécommunications et d'une formation en vue de l'acquisition des qualifications nécessaires pour produire des émissions de télévision pédagogiques. En vertu de l'alinéa 10), il peut encourager la recherche ainsi que la fourniture de techniques protégeant l'environnement, d'enseignement et de formation par les entreprises et les universités américaines.

L'article 2351 incite les entreprises américaines à contribuer à la consolidation de l'économie des pays en développement amis par l'échange d'idées et de données techniques.

L'article 2421a établit un office des projets d'investissement au sein de l'Agence pour le développement international (USAID). Cet office a pour fonction de contribuer à la construction d'infrastructures dans les pays en développement. L'alinéa c) 6) B) encourage les entreprises américaines spécialisées dans les technologies de pointe à aider ces pays dans la mise au point de leur infrastructure technique.

L'article 3262 prévoit un programme d'assistance aux pays en développement concernant l'exploitation de l'énergie. Ce programme prévoit la mise en valeur des ressources énergétiques, l'application des technologies appropriées dans ce domaine et des échanges de chercheurs, de techniciens et d'experts en énergie.

Le chapitre 50 (articles 3501 à 3513) crée l'Institute for Scientific and Tehnological Cooperation (Institut de coopération scientifique et technologique) qui a pour fonctions de favoriser la recherche sur les problèmes de développement des pays peu développés et de faciliter la coopération scientifique et technologique avec ces pays. L'article 3503 définit les fonctions de l'Institut, à savoir soutenir la recherche américaine sur les problèmes fondamentaux du développement, favoriser l'échange de savants et d'experts et encourager les entreprises américaines à participer à la coopération scientifique et technologique avec les pays en développement.

L'article 4703 crée des bourses d'études en faveur de ressortissants de pays en développement dans des établissements d'enseignement américains dans le cadre de l'assistance au développement économique de ces pays.

Le *chapitre 63 (articles 5401 à 5495)* établit le programme de soutien de la démocratie en Europe orientale (SEED) qui prévoit une aide à l'agriculture, des dons pour soutenir des "fonds d'entreprises" qui fournissent une assistance technique et une formation, et des programmes de formation technique visant à contribuer au développement de l'économie (voir les articles 5401 c), 5421, 5422 et 5423). Le programme SEED prévoit par ailleurs l'offre de bourses à des étudiants de la Pologne et de la Hongrie leur permettant de se former dans des universités, des établissements d'enseignement postsecondaire ou des entreprises américaines (voir l'article 5442). En outre, cette loi habilite l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA) à mener des activités d'enseignement, de formation et de recherche en faveur de la Hongrie et de la Pologne (voir l'article 5452).

L'*article 5821* prévoit la création de centres d'affaires américains dans les États indépendants de l'ex-Union soviétique qui devraient faciliter la démonstration et l'utilisation du matériel et de la technologie des États-Unis dans le domaine agricole et servir par ailleurs de centrale de renseignements techniques.

L'*article 5861* établit une fondation de recherche-développement, créée par le Directeur de la National Science Foundation (Fondation nationale pour les sciences) en consultation avec le Directeur du National Institute of Standards and Technology (Institut national de la normalisation et de la technologie). La Fondation finance en partie des projets de recherche, de développement et de démonstration menés conjointement par des entreprises et chercheurs américains, des ingénieurs et entrepreneurs des États indépendants.

Titre 26: Code des impôts

L'*article 501* prévoit un crédit d'impôt pour les organisations remplissant les conditions requises (voir les points A) et B) de l'article 41 e) 6) mentionné dans l'article 231 d) 2) du Code des impôts de 1986) et dont les activités portent exclusivement sur l'examen de divulgations de techniques, sur l'obtention d'une protection et sur l'octroi de licences relatives à des technologies ou sur l'allocation de bourses pour la recherche. Cette disposition n'est pas seulement applicable aux organisations qui font du transfert de technologie vers les pays en développement.

Les *articles 951, 955, 956, 959 et 1248* traitent de l'impôt dû par un actionnaire américain d'une société étrangère qui investit dans un pays en développement. Aucun de ces articles ne mentionne explicitement la technologie.

Titre 42: Santé publique et protection sociale

L'*article 7671b* exige de l'Administrateur qu'il soumette au Congrès un rapport indiquant les programmes de transfert de technologie qui pourraient favoriser la réduction des émissions de méthane dans les pays en développement (voir l'alinéa c) 2) de la Loi sur les études consacrées au méthane).

L'*article 13316* établit un programme de transfert de technologie qui aide les entreprises américaines à transférer vers les pays étrangers des technologies relatives aux sources d'énergie renouvelables. Le programme prévoit une aide financière en vue d'encourager ces entreprises à participer à des projets sur l'énergie dans les pays en développement (voir les alinéas b) 7), b) 9) et d) 1) A)).

L'*article 13362* établit un programme de transfert de technologie qui aide les entreprises américaines à transférer vers les pays étrangers des techniques de combustion non polluante du charbon. Le programme prévoit une aide financière pour encourager ces entreprises à participer à des projets sur l'énergie dans les pays en développement (voir les alinéas b) 7), b) 9) et d) 1) A)).

L'article 13387 établit un programme de transfert de technologie relative à l'environnement. Ce programme crée un mécanisme financier visant à encourager les entreprises américaines à participer à des projets sur l'énergie qui réduisent notablement la pollution dans les pays en développement.

La Loi sur la croissance et les possibilités économiques de l'Afrique (AGOA - Titre I de la Loi de 2000 sur le commerce et le développement)¹ vise l'assistance technique fournie aux pays de l'Afrique subsaharienne en vue de promouvoir les réformes et le développement économiques. Ses principales dispositions sont les suivantes: article 123 portant création de fonds de capital-risque par l'intermédiaire de la Société d'encouragement aux investissements privés à l'étranger (Overseas Private Investment Corporation) à l'appui de projets menés en Afrique subsaharienne; article 126 prévoyant la fourniture gratuite de matériel pour le contrôle de la circulation aérienne; article 127 a), autorisant l'Agence pour le développement international (USAID) à continuer de soutenir des programmes visant à aider les pays de l'Afrique subsaharienne; et article 127 b) prévoyant que l'assistance fournie par l'intermédiaire du Fonds de développement pour l'Afrique (créé en vertu de la Loi de 1961 sur l'aide aux pays étrangers) continuera de soutenir des programmes et activités en Afrique subsaharienne.

Avec la mise en œuvre de l'AGOA, le gouvernement des États-Unis a instauré un large éventail de programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités commerciales. En février 2002, des nouveaux dons d'un montant de 3,5 millions de dollars ont été affectés à l'aide aux pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe afin de tirer pleinement parti de l'AGOA. De 1999 à 2001, les États-Unis ont fourni une assistance de 192 millions de dollars pour le renforcement général des capacités commerciales en Afrique subsaharienne. Certains des programmes du gouvernement des États-Unis en matière de renforcement des capacités et de transfert de technologie pour la mise en œuvre de l'AGOA sont décrits ci-après:

Le programme relatif au commerce et à l'investissement en Afrique (ATRIP)

L'un des principaux instruments des actions menées par les États-Unis en Afrique en faveur du renforcement des capacités est le programme de l'USAID relatif au commerce et à l'investissement en Afrique (ATRIP - Africa Trade and Investment Policy). L'USAID a commencé à mettre en œuvre le programme ATRIP en 1998 en tant qu'initiative pluriannuelle visant à promouvoir des réformes de politique en matière de commerce et d'investissement et à faciliter les relations d'affaires entre les secteurs privés des États-Unis et de l'Afrique. Entre 1998 et 2001, le programme interinstitutions ATRIP a apporté un financement total de 75 millions de dollars à 115 projets dans 31 pays d'Afrique subsaharienne.

Exemples d'activités du programme ATRIP en 2001-2002:

- Le programme ATRIP a financé une série de séminaires avec des entreprises et des fonctionnaires publics d'Afrique subsaharienne dans les principaux pays bénéficiaires de l'AGOA afin d'aider les entreprises à mettre au point des fabrications de qualité et des systèmes normalisés d'archivage, et d'établir des rapports de travail durables avec les acheteurs du marché mondial.
- Au Mali, le programme ATRIP finance un projet visant à développer les marchés et à accroître la valeur des produits agricoles spécialisés traditionnels d'Afrique de l'Ouest. Les partenaires africains essentiels sont choisis parmi les services officiels et les ONG de vulgarisation agricole, les groupements agricoles locaux, les associations professionnelles et

¹ Les délégations intéressées peuvent consulter le texte de l'AGOA auprès du Secrétariat de l'OMC.

leurs homologues au Burkina Faso et au Niger. Comme résultat direct de ces efforts, la production de sésame a augmenté de 400 pour cent depuis 1998, atteignant 2 000 tonnes en 2000.

- Le Corporate Council on Africa (conseil d'entreprises pour l'Afrique) a reçu une deuxième subvention afin de poursuivre son programme de Liens commerciaux internationaux avec l'Afrique de l'Ouest (LICAO), qui est financé par le programme ATRIP. Le programme LICAO vise à faciliter l'établissement de liens entre entreprises des États-Unis et de l'Afrique de l'Ouest et à servir de véhicule aux entreprises des États-Unis et de l'Afrique de l'Ouest pour réaliser des opérations commerciales dans le cadre des dispositions de l'AGOA.
- De concert avec le programme Export Trade Assistant Partnership (partenariat pour l'aide au commerce d'exportation) de l'Administration des petites entreprises (Small Business Administration), l'organisation américaine Constituency for Africa emploie des fonds du programme ATRIP pour accroître la participation des petites et moyennes entreprises américaines aux activités de commerce et d'investissement dans les pays d'Afrique.

Autres initiatives de l'USAID

Le Programme commercial pour le développement et les entreprises en Afrique (TRADE - Trade for African Development and Enterprise), initiative de l'USAID en faveur du renforcement des capacités commerciales, permet aux pays et aux entreprises d'Afrique de développer leur commerce d'exportation. Trois centres régionaux de compétitivité mondiale assureront la coordination d'ensemble de cette initiative. Le premier centre sera situé au Botswana. D'autres sont en projet pour le Kenya et pour le Mali ou le Ghana. Chaque centre sera doté d'une équipe de spécialistes qui fourniront un appui technique en matière de commerce et d'investissement à l'intention des pays de la région et élaboreront une stratégie pour le renforcement des capacités commerciales.

L'Initiative Leland de l'USAID et la Commission fédérale des communications des États-Unis (FCC) coopèrent dans le cadre d'un programme pour le renforcement des politiques en matière de télécommunications. Ce programme, qui renforce les associations africaines de réglementation, fait appel à des spécialistes de la FCC et des organes de réglementation des États de l'Union pour apporter une aide aux programmes universitaires des États-Unis et de l'Afrique dans le domaine de l'action réglementaire; il fournit une aide aux organes de réglementation dans plus de 20 pays.

L'USAID appuie aussi par divers moyens le Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en Afrique subsaharienne, notamment en contribuant au Fonds d'affectation spéciale pour le Cadre intégré, en réalisant des actions diagnostiques au Mali en partenariat avec la Banque mondiale et en aidant le Mozambique à intégrer le commerce à ses plans d'ensemble en matière de développement.

Le Réseau technologique mondial (GTN - Global Technology Network), financé par l'USAID et le Département d'État des États-Unis, se consacre en Afrique à intensifier les relations entre entreprises africaines et américaines dans le secteur privé. Le GTN-Afrique crée également des liens entre entreprises à l'échelon régional. D'avril 2001 à avril 2002, le GTN a facilité la conclusion de plus de 30 marchés - chiffre record - dont un portant sur plus de 50 millions de dollars. Le GTN offre un service appréciable aux entreprises américaines qui s'intéressent au commerce avec l'Afrique. Le GTN parraine également des missions de développement pour les entreprises africaines et encourage les partenariats avec les entreprises américaines. Les bureaux locaux et les centres régionaux de l'USAID en Afrique subsaharienne ont intégré l'AGOA à leurs programmes et ils consacrent des ressources spécifiques à la prestation d'une assistance suivie à l'Afrique subsaharienne.

Initiatives en matière d'environnement

L'Agence pour la protection de l'environnement (EPA - Environmental Protection Agency) aide l'Afrique du Sud à renforcer ses capacités en matière d'environnement au niveau national et à l'échelon des provinces. Les activités comprennent des programmes communautaires de gestion des déchets solides dans des *townships* pilotes, un appui aux organisations écologiques communautaires, une formation aux études d'impact et à la gestion de l'environnement pour le secteur minier.

L'Administration océanographique et atmosphérique nationale (NOAA - National Oceanic and Atmospheric Administration) du Département du commerce des États-Unis a mis en œuvre un certain nombre de projets auxquels participent les pays d'Afrique, notamment:

- Le programme GLOBE (www.globe.gov), un programme scientifique et didactique international mis en œuvre en milieu scolaire. Les élèves des écoles participantes, dont 15 sont situées en Afrique subsaharienne, procèdent au mesurage d'un ensemble commun de grandeurs environnementales choisies par la communauté scientifique mondiale en fonction de l'utilité que présentent ces valeurs pour leurs recherches.
- Changements climatiques: la NOAA réalise aussi des échanges d'ordre scientifique avec diverses organisations d'Afrique subsaharienne afin de contribuer à l'avancement de la recherche océanographique.
- Processus africain de développement et de protection de l'environnement marin et côtier, avec l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, le Mozambique, le Nigéria et les Seychelles: ce programme aide les pays d'Afrique subsaharienne à réaliser la gestion durable des ressources de leur environnement côtier et marin.
- Réseau coopératif de prélèvements atmosphériques avec la Namibie et les Seychelles: cette activité internationale consiste notamment à procéder régulièrement à des prélèvements atmosphériques discontinus à partir des quatre laboratoires NOAA de modélisation et de diagnostic climatiques pour l'observation des valeurs de référence, et depuis des sites coopérants fixes et des navires marchands.
- Système mondial de prévisions de zone (WAFS - World Area Forecast System) avec le Niger et l'Afrique du Sud: ce programme a installé des stations météorologiques surveillées et des systèmes de communication au Niger et en Afrique du Sud.
- Centre africain pour les applications de la météorologie au développement: ce programme contribue à améliorer les capacités d'alerte rapide et l'élaboration d'applications évoluées exploitables aux fins de la production agricole, de la solution de problèmes de sécurité alimentaire, de la gestion des ressources hydriques, de la santé et de la sécurité publiques.

Développement des infrastructures pour les transports et les communications

Le Département des transports des États-Unis (DOT) a poursuivi un large éventail d'initiatives à l'appui de l'aménagement des infrastructures en Afrique subsaharienne. En 2002, les projets comprenaient:

- Projet Transports au Nigéria: le DOT a formulé un programme d'assistance et de formation techniques à l'appui des efforts que réalise le Nigéria en vue d'améliorer son réseau de transports. Avec 4,3 millions de dollars fournis par l'USAID, le DOT met en œuvre un projet portant sur la sûreté et la sécurité de l'aviation, une assistance pour la privatisation des services portuaires, une formation aux opérations portuaires et une assistance technique pour

l'élaboration d'un système de surveillance. La mise en œuvre des projets a exigé la visite de deux équipes pour l'aviation, d'une équipe pour la surveillance et d'une équipe pour les affaires maritimes (privatisation des ports). Ces efforts ont été couronnés de succès avec la levée de l'interdiction des vols directs en décembre 1999, la signature d'un accord "ciel ouvert" et la conclusion d'un mémorandum de coopération avec les Ministères nigériens de l'aviation et des transports en août 2000. En janvier 2001, le DOT a approuvé le vol réalisé en partage de code par les compagnies South Africa Airways et Nigeria entre le Nigéria et New York. La reprise de cette desserte directe constitue un événement majeur car aucune liaison directe n'était assurée depuis 1992.

- L'initiative "Ciels sûrs pour l'Afrique" (Safe Skies for Africa) favorise des améliorations durables de la sûreté et de la sécurité aériennes en Afrique et vise à créer l'environnement nécessaire pour encourager l'expansion des services aériens entre l'Afrique et les États-Unis.
- Le DOT collabore aussi aux efforts menés par la Banque mondiale pour aider les pays d'Afrique à améliorer la sûreté et la sécurité de l'aviation à l'échelon régional. Le Sénégal est le premier pays où est engagée cette action. Le DOT vient de terminer, avec l'appui de fonds de la Banque mondiale, une enquête sur la sûreté et la sécurité dans le secteur de l'aviation au Sénégal, et il planifie actuellement la mise en œuvre des recommandations émises par l'équipe d'enquêteurs.

Le gouvernement des États-Unis a envoyé des équipes chargées d'enquêter sur les besoins de plusieurs pays d'Afrique subsaharienne en matière d'aviation et d'aider ces pays à élaborer des plans de travail pour l'amélioration de leur infrastructure aéronautique. Les États-Unis continuent de collaborer, dans le cadre des programmes d'assistance et de formation techniques de la FAA, avec d'autres pays d'Afrique extérieurs à ce groupe.

L'Agence des États-Unis pour le commerce et le développement (TDA - Trade and Development Agency) a mené une vaste action dans tous les grands secteurs économiques - notamment les chemins de fer et les ports, les télécommunications, l'aéronautique, l'environnement et la production d'électricité - pour aider les pays de l'Afrique subsaharienne à devenir admissibles aux avantages de l'AGO. La TDA a largement contribué à la mise en œuvre d'un certain nombre d'initiatives et de projets dans le domaine des transports, notamment:

- La TDA et le Département des transports des États-Unis ont fait venir aux États-Unis des fonctionnaires de certains des pays de l'initiative "Ciels sûrs" afin d'élaborer des plans de travail fondés sur les résultats des enquêtes concernant leur secteur aéronautique. Aux États-Unis, les fonctionnaires de ces pays ont aussi visité des aéroports et des installations aéronautiques et ont rencontré des fournisseurs et entrepreneurs prestataires de services liés à l'aviation. Dans le cadre de cette initiative, la TDA a apporté son soutien à des visites d'orientation de décideurs clés du Kenya, de la Tanzanie, de la Namibie et du Cap-Vert.
- Gestion de la circulation aérienne dans la SADC et plan de transition au système CNS/ATM (communication, navigation, surveillance/gestion du trafic aérien): la TDA a engagé 600 000 dollars pour la réalisation, par l'intermédiaire de la Commission des transports de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), d'un grand projet de faisabilité en participation aux coûts pour l'amélioration de la gestion régionale de la circulation aérienne. L'étude de faisabilité fournira à la région un guide lui permettant de passer d'un système terrien à un système spatial de gestion de la circulation aérienne. Une fois mis en œuvre, ce système assurera une couverture intégrale de l'espace aérien et permettra ainsi aux pays membres de recouvrer des redevances de survol plus importantes, et donc d'accroître leurs recettes.

- Transports en Afrique de l'Est: la TDA a entrepris une mission de définition sur la modernisation des opérations de transport ferroviaires/portuaires du Kenya, de l'Ouganda et du Mozambique, y compris une évaluation des améliorations des opérations de transport transfrontières.
- La TDA a fourni un financement sous forme de dons pour l'expansion des aéroports d'Entebbe (Ouganda), de Luanda International (Angola) et de La Mercy (Afrique du Sud) en vue d'améliorer les installations passagers et fret et mieux tirer parti des débouchés d'exportation offerts par l'AGOA.
- La TDA a fourni une assistance technique à la Société sud-africaine des aéroports (Airports Company South Africa) en rapport avec l'élaboration de normes et spécifications pour l'analyse de bruit en rapport avec l'achat de matériels pour système de surveillance en vol.
- La TDA étudie actuellement la possibilité d'apporter une assistance technique à l'Autorité aéronautique du Cameroun afin de contribuer à la mise au point d'un nouvel accord de concession axé sur la mobilisation de capitaux auprès d'investisseurs privés.
- La TDA a fourni un don pour la réalisation d'une étude de faisabilité sur la modernisation et l'agrandissement de l'aéroport de Bamako-Senon.

Le gouvernement des États-Unis a mis en œuvre des programmes de formation, d'assistance technique et de transfert de technologie à l'intention des pays d'Afrique subsaharienne afin de les aider à renforcer leur infrastructure de transport. Voici quelques exemples de ces programmes:

- L'Administration fédérale des routes des États-Unis (FHWA - Federal Highway Administration) a créé un centre d'échanges technologiques en Afrique du Sud et en Tanzanie pour permettre aux responsables locaux de sélectionner des technologies répondant à leurs besoins spécifiques en matière de construction et d'entretien des routes. Le centre constitue un espace pour promouvoir la technologie routière américaine, nouer des liens entre les secteurs privés d'Afrique du Sud et des États-Unis et pour former des spécialistes des deux pays qui peuvent tirer un enseignement des techniques et de l'expertise de leurs homologues.
- L'Administration fédérale des transports en commun des États-Unis (FTA - Federal Transit Administration) s'attache à créer en Afrique du Sud des programmes de formation dans le domaine des transports en commun urbains et interurbains. La FTA prévoit aussi de collaborer avec le Ministère sud-africain des transports en vue de mettre au point une série de réseaux coordonnés de transport régionaux en assurant formation, transfert de technologie et échanges professionnels.
- L'Administration fédérale des chemins de fer des États-Unis (FRA - Federal Railroad Administration) participe également à des programmes de mise en commun de technologies en Afrique. La FRA détache des équipes consultatives de terrain et assure des programmes d'assistance technique auprès de l'Association ferroviaire d'Afrique australe (Southern Africa Rail Association). La FRA prévoit aussi d'aider les chemins de fer africains à obtenir un système d'identification automatique des wagons de marchandises et de gestion du parc.
- L'Administration de la recherche et des programmes spéciaux des États-Unis (RSPA - Research and Special Programs Administration) offre aux pays d'Afrique une assistance technique dans les domaines de la sécurité du transport de matières dangereuses et du transport de marchandises par pipeline. Cette assistance présenterait plusieurs avantages importants, notamment une sécurité accrue, l'harmonisation de la réglementation des transports avec les prescriptions internationales et un plus large accès aux marchés pour les

entreprises américaines. En outre, la RSPA échange avec les pays d'Afrique des renseignements sur les projets de recherche-développement dans le dessein d'améliorer le bilan coût/efficacité des programmes de recherche.

Infrastructure des communications

L'Initiative Leland de l'USAID est le principal élément de l'effort déployé par le gouvernement des États-Unis pour apporter les avantages de la révolution informatique aux peuples d'Afrique. Dans le cadre de cette initiative, des experts ont installé des portails Internet à grand débit binaire dans onze pays (Mali, Mozambique, Madagascar, Malawi, Érythrée, Ouganda, Rwanda, Guinée, Côte d'Ivoire, Ghana et Bénin) et ont raccordé plusieurs dizaines d'institutions utilisatrices. Les formateurs de l'Initiative Leland ont formé plus de 1 500 institutions utilisatrices.

Le Département du commerce des États-Unis a mis au point un outil logiciel gratuit pour l'informatisation et le commerce électronique afin d'aider les entreprises, surtout dans les pays en développement, à évaluer leurs utilisations informatiques et à prévoir leurs actions futures. Cet outil a été créé en vue de stimuler la demande de produits et services informatiques américains sur les marchés des pays en développement.

L'Agence des États-Unis pour le commerce et le développement (TDA) a aussi fourni une assistance et une formation techniques pour soutenir les politiques américaines et africaines visant à améliorer l'infrastructure des communications en Afrique. Voici des exemples de ces projets:

- Nigéria - Gestion du spectre radioélectrique: la TDA a fourni un don à la Commission nigériane des communications (NCC) pour un appui technique et pour une étude de faisabilité visant à déterminer la façon dont le Nigéria peut gérer le plus efficacement possible le spectre de fréquences radioélectriques afin de développer l'accès aux télécommunications hertziennes. La NCC met actuellement en œuvre les recommandations de l'étude.
- Maurice - Plan pour la mise en œuvre des technologies de l'information à l'Autorité portuaire mauricienne: la TDA a fourni un don d'assistance technique pour permettre à l'Autorité portuaire mauricienne (MPA - Mauritius Ports Authority) de mettre au point un plan détaillé de mise en œuvre pour la modernisation et l'agrandissement de son réseau et de ses systèmes informatiques. L'objectif consiste à intégrer plus étroitement les plates-formes de la MPA pour le traitement électronique des données et la gestion automatisée. La bonne mise en œuvre de l'assistance permettra d'améliorer tant les importations que les exportations de Maurice.

Développement de l'infrastructure énergétique

Le Département de l'énergie des États-Unis (DOE) a joué un rôle pilote dans les activités de l'Initiative technologie et climat, menée de concert par les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques et de l'Agence internationale de l'énergie, notamment en finançant un appui technique aux participants des pays en développement pour l'évaluation des besoins, phase initiale du processus de transfert de technologie. Cette évaluation permet de déterminer les technologies utiles en matière de changements climatiques et d'aborder les questions prioritaires pour un développement économique important chez le pays en développement partenaire. Le DOE parraine un appui technique à ces activités en Afrique du Sud, à Maurice, au Ghana et au Nigéria.

À Maurice, un accord a été conclu avec l'Autorité sucrière mauricienne (Mauritius Sugar Authority) en vue d'entreprendre, au coût de 500 000 dollars, une évaluation systémique des options permettant d'améliorer les technologies de la bagasse afin d'accroître le rendement de la production

d'électricité par combustion de bagasse à Maurice. En Afrique du Sud, un projet financé par l'USAID pour stimuler l'adoption de chauffe-eau solaires est mis en œuvre par le Laboratoire national du DOE pour les énergies renouvelable. Le projet vise à accroître l'investissement des consommateurs à revenus faibles à moyens dans la technologie des chauffe-eau solaires afin d'évincer les combustibles moins attrayants comme le kérosène et le charbon. Au Ghana, les priorités technologiques initiales ont été déterminées pour les secteurs de l'énergie et de l'élimination des déchets solides. Ces priorités portent sur une vaste gamme de technologies à haut rendement énergétique pour le consommateur final, sur l'énergie solaire et la biomasse dans les applications rurales et sur les technologies de captage du méthane sur les sites de décharge.

Suite à un mémorandum d'accord entre le DOE, qui a apporté un don de 100 000 dollars, et l'Overseas Private Investment Corporation (Société d'encouragement aux investissements privés à l'étranger), qui a fourni un prêt de 300 000 dollars, un projet de fours solaires villageois est actuellement mis en œuvre à proximité de Kampala (Ouganda). Ce projet offrira, pour la cuisson des aliments, une option solaire inoffensive pour l'environnement afin de remplacer la consommation de bois et de réduire le déboisement.

La Mission régionale de l'USAID en Afrique de l'Ouest collabore avec la CEDEAO à la constitution du réseau d'interconnexion de l'Afrique de l'Ouest (WAPP). L'assistance de l'USAID au WAPP est axée sur la collecte de données et l'analyse des besoins futurs en matière d'investissement, qui fait appel à un modèle pour la planification de la production et le transport d'électricité; sur l'appui logistique au Comité CEDEAO/WAPP de pilotage du projet; sur une formation sélectionnée aux États-Unis et dans le cadre de séminaires en Afrique de l'Ouest (sur des sujets tels que les enseignements à tirer de l'exemple du réseau d'interconnexion de l'Afrique australe); et sur des études et une assistance technique allant du court au long terme.

L'Agence des États-Unis pour le commerce et le développement (TDA) finance aussi le développement de l'infrastructure énergétique.

La TDA a récemment signé plusieurs accords de don pour le lancement d'études de faisabilité à l'appui de cette initiative. Voici quelques exemples des projets de la TDA dans le domaine de l'énergie:

- Djibouti - Centrale géothermique du lac Assal: la TDA a fourni des fonds pour la mise en valeur de l'énergie géothermique à Djibouti.
 - Kenya - Lignes de transport d'énergie: la TDA a fait un don pour permettre à la Kenya Power and Lighting Company de retenir les services d'un bureau d'études américain afin d'évaluer quatre projets prioritaires de transport d'énergie qui contribueront à assurer la desserte en électricité des régions rurales du Kenya.
 - Afrique du Sud - Centrale électrique: le Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales, M. Robert Zoellick, a signé un accord au nom de la TDA en vue de financer la plus grande partie d'une étude de faisabilité de près de 900 000 dollars pour une nouvelle centrale électrique en Afrique du Sud.
-